

06 → 15/06/07
PF → 15/06/07 → AU



95 137 4

8741.

« A . J . C . L'AUTHENTIC »

Société à responsabilité limitée
Au capital de 40 000 Euros

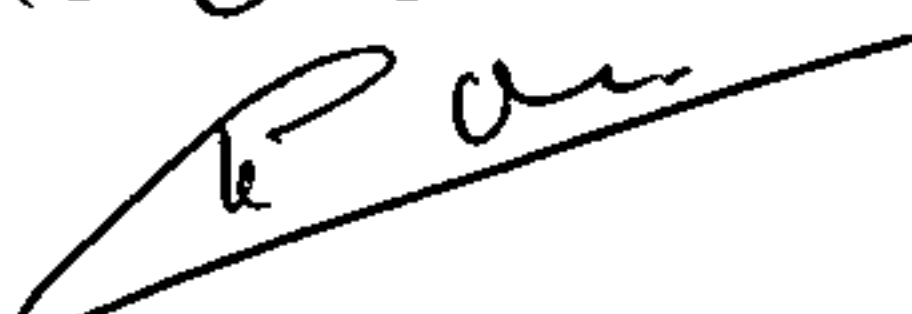
Siège social

35 rue des Chantiers 78000 VERSAILLES

STATUTS

Statuts mis à jour au : 15 Juin 07

et certifiés conformes en original par le gérant

le Gerant


DUPONT

Vente de biens immobiliers
Lettre N° 125/11
Reçu 500 F
Le Receveur Principal

PREAMBULE

Il est formé entre :

- Madame INFORTUNE Jacqueline, divorcée, née le 12/4/53 à Chantillac (16)
De nationalité française et demeurant 11 rue Baptiste
Marcet 41150 Onzain,
- Monsieur LE GUILLOUX Joseph, né le 10 décembre 1951 à Pontivy (56)
De nationalité française et demeurant 9 rue du Pont,
41120 Seur,
- Madame LE MOUELLIC Marie-Joséphine, veuve, née le 1/5/27 à Neulliac(56)
de nationalité française et demeurant à Coet Nostra
56920 St Gerand ,

Et toute autre personne qui acquièrerait, ultérieurement, la qualité d'associé, une société à responsabilité limitée, qui sera régie par la loi N° 66-537 du 24 juillet 1966 modifiée, le décret du 23 mars 1967 et les présents statuts.

Article 2 – Objet de la société

Conception, réalisation, distribution et diffusion de lignes de parfums et cosmétiques destinées aux professionnels et aux consommateurs

Distribution d'une gamme de produits et matériels de propreté et d'hygiène.

Distribution import-export de produits, objets, matériels, matériaux de nouveaux créateurs, concepteur et fabricants de produits brevetés ou en cours de brevets.

Commercialisation et diffusion, par tous moyens légaux, de produits concernant : le médical, la parure, le confort, les loisirs, les sport, le mobilier, les gadgets, la mode, les arts, la communication visuelle et audio-visuelle, le prêt-à-porter et les accessoires s'y rapportant, des œuvres d'art originales et plus généralement toutes opérations artisanal, commerciales, industrielles, financières, mobilières et immobilière pouvant se rattacher directement et indirectement à l'objet social et susceptible d'en faciliter le développement ou l'extension.

Article 3 – Dénomination sociale

La société prend la dénomination sociale : « A .J . C. L'AUTHENTIC »

Tous les actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers, notamment les lettres, factures, annonces et publications diverses doivent indiquer la dénomination sociale, précédée ou suivie immédiatement et lisiblement de mots :

« Société à responsabilité limitée (ou les initiales S.A.R.L) suivi du capital »

Article 4 – Siège social

Le siège social est fixé à : 35 rue des Chantiers 78000 Versailles

Il pourra être transféré dans tout autre endroit du même département ou d'un département limitrophe par simple décision de la gérance et en tout autre endroit par simple décision de l'assemblée générale ordinaire.

Article 5 - Durée de la société

La durée de la société est fixée à 99 ans à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sauf les cas de dissolution anticipée et de prorogation prévus ci-après. Elle est prorogeable dans les conditions fixées par la loi.

Article 6 - Apports

Les comparants, tous susnommés, font apport à la présente société, des sommes ci-après indiquées :

Apports en numéraire après conversion et cessions de parts du 25/05/07 :

- Madame INFORTUNE Jacqueline apporte à la société une somme de 1 524,49 €
- Monsieur LE GUILLOUX Joseph apporte à la société une somme de 3 735 €
- Mme LE MOUELLIC Marie-Josephe apporte à la société une somme de 2.362,96 €

Soit au total : 7.622,45 €

Cette somme a été, dès avant ce jour, déposé auprès de la banque Crédit Agricole.

Article 7 – Capital social

Après cessions de parts du 25/05/07 et augmentation par incorporation de réserves selon l'A.G du 15 juin 07, le capital social est fixé à la somme de QUARANTE MILLE EUROS (40 000 €). Il est divisé en CINQ CENT (500) parts sociales de 80€ chacune, intégralement libérées, souscrites en totalité par les associés et attribuées à chacun d'eux en proportion de leurs apports respectifs, de la manière suivant :

- à Madame INFORTUNE Jacqueline, à concurrence de 100 parts
- à Monsieur LE GUILLOUX Joseph, à concurrence de 245 parts
- à Madame LE MOUELLIC Marie-Josephe, à concurrence de ... 155 parts

Total égal au nombre de parts sociales composant le capital social,
soit CINQ CENTS

500 parts

Article 8 - Augmentation du Capital Social

Le capital social pourra être augmenté en vertu d'une décision collective extraordinaire des associés, conformément aux dispositions des articles 61 et 62 de la loi du 24 Juillet 1966.

En cas d'augmentation de capital par incorporation de bénéfices ou de réserves, celle-ci pourra être décidée par des associés représentant la moitié des parts sociales.

Si l'augmentation du capital fait apparaître des rompus, les associés qui disposeraient d'un nombre insuffisant de droit de souscription ou d'attribution devront faire leur affaire personnelle de toute acquisition ou de toute cession de droits nécessaires pour obtenir la délivrance d'un nombre entier de parts nouvelles.

Article 9- Réduction du Capital Social

Le capital social pourra être réduit en vertu d'une décision collective extraordinaire des associés, conformément aux dispositions de l'article 63 de la loi du 24 Juillet 1966 et des articles 47 et 48 du décret 67-236 du 23 Mars 1967, si la réduction du capital fait apparaître des rompus, les associés devront faire leur affaire personnelle de toute acquisition ou de toute cession de parts anciennes permettant d'obtenir l'attribution d'un nombre entier de parts nouvelles.

Article 10 - Souscription et Représentation de Parts Sociales

Les parts sociales sont souscrites en totalité par les associés et intégralement libérées, qu'elles représentent les apports en nature ou en numéraire. Elles peuvent représenter des apports en industrie sous réserve des droits du conjoint de l'apporteur en nature ou de l'apporteur en nature lui-même.

Les parts sociales résulteront des présents statuts, des actes modificatifs ultérieurs et des cessions de parts régulièrement signifiées et publiées.

Chaque associé peut se faire délivrer, à ses frais, des copies ou des extraits des statuts et actes modificatifs, ainsi qu'il sera dit ci-après.

Article 11 - Droits et Obligations des Parts Sociales

Chaque part sociale donne droit, proportionnellement au nombre de parts existantes, à une quote-part dans la propriété de l'actif social, dans le partage des bénéfices et dans le boni de liquidation. Elle donne également le droit de participer aux décisions collectives.

Les associés ne sont tenus à l'égard des tiers qu'à concurrence du montant de leur apport. Toutefois, ils sont solidairement responsables, vis à vis des tiers, pendant cinq ans, de la valeur attribuée aux apports en nature. La propriété d'une part emporte de plein droit adhésion aux statuts et aux résolutions régulièrement prises par les associés. Les droits et obligations attachés aux parts, les suivent, dans quelque main qu'elles passent. Les représentants ayant-droit conjoint et héritiers d'un associé, ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, requérir l'apposition des scellés sur les biens et valeurs de la société, ni en demander le partage ou la licitation.

J L G
M. J. C
AGD

Article 12 - Indivisibilité des Parts Sociales

Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la société qui ne connaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elles. A cet égard, les indivisions successorales sont considérées comme un seul associé quel que soit le nombre de parts possédées par cette indivision.

Les copropriétaires indivis sont tenus de désigner l'un d'entre eux pour les représenter auprès de la société; à défaut d'entente, il appartient à l'indivisaire le plus diligent de faire désigner par voie de justice, un mandataire chargé de le représenter.

Dans le cas où la majorité par tête est requise pour la validité des décisions collectives, l'indivision n'est comptée que dans une seule tête.

L'usufruitier représente valablement le nu-propriétaire à l'égard de la société dans les décisions ordinaires et le nu-propriétaire représente l'usufruitier dans les décisions extraordinaires.

Article 13 - Transmission des Parts Sociales

1 - Cession

1* Forme de la cession

Toute cession de parts sociales doit être constatée par écrit. La cession n'est rendue opposable à la société qu'après avoir été signifiée à cette dernière par le dépôt d'un original de l'acte de cession au siège social contre remise par le gérant d'une attestation de dépôt, ou acceptée par elle dans un acte notarié, conformément à l'article 1690 du code civil.

Elle n'est opposable aux tiers qu'après accomplissement de cette formalité et, en outre, après publicité au registre du commerce et des sociétés.

2* Cessions entre associés, conjoints, ascendants, descendants.

Les parts sont librement cessibles entre associés ayant la qualité de conjoints, ascendants ou descendants.

3* Agrément de cession à des tiers non associés n'ayant pas la qualité de conjoints, ascendants descendants du cédant.

Les parts sociales ne peuvent être cédées à des tiers étrangers à la société qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales.

Le conjoint d'un associé apporteur de biens communs ou acquéreur de parts sociales à partir de fonds communs est agréé en qualité d'associé par les autres associés dans les mêmes conditions de majorité s'il a notifié postérieurement à l'apport ou l'acquisition son intention de devenir personnellement associé pour la moitié des parts souscrites ou acquises.

Si cette notification a été effectuée lors de l'apport ou de l'acquisition, l'agrément donné par les associés vaut pour les deux époux.

Lorsque la société comporte plus d'un associé, le projet de cession est notifié à la société et à chacun des associés par le dépôt d'un original de l'acte de cession au siège social, contre remise, par le gérant, d'une attestation de dépôt. Dans le délai de huit jours à compter de cette

J L G
M. J. C.
A. V. D.

notification, le gérant doit convoquer l'assemblée des associés pour qu'elle délibère sur le projet de cession des parts sociales ou consulter les associés par écrit sur ce projet. La décision de la société est notifiée au cédant par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Si la société n'a pas fait connaître sa décision dans le délai de trois mois à compter de la dernière des notifications prévues au présent alinéa, le consentement à la cession est réputé acquis.

4* Obligation d'achat ou de rachat de parts dont la cession n'est pas agréée.

Si la société a refusé de consentir à la cession, les associés sont tenus, dans le délai de trois mois à compter de ce refus, d'acquérir ou de faire acquérir les parts à un prix fixé dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du code civil. Toute clause contraire est nulle. A la demande du gérant, ce délai peut être prolongé une seule fois par décision du Président du Tribunal de Commerce, statuant par ordonnance sur requête non susceptible de recours, sans que cette prolongation puisse excéder six mois. La désignation de l'expert prévue à l'article 1843-4 du code Civil est faite soit par les parties, soit à défaut d'accord entre elles, par ordonnance du Président du Tribunal de Commerce statuant en la forme des référés et sans recours possible.

La société peut également, avec le consentement de l'associé cédant, décider, dans le même délai, de réduire son capital du montant de la valeur nominale des parts de cet associé et de racheter ses parts aux prix déterminé dans les conditions prévues ci-dessus. Un délai de paiement qui ne saurait excéder deux ans, peut, sur justification, être accordé à la société par le Président du Tribunal de Commerce, statuant par ordonnance de référé, non susceptible de recours. Les sommes dues portent intérêt au taux légal en matière commerciale.

Si, à l'expiration du délai imparti, aucune des solutions prévues ci-dessus n'est intervenue, l'associé peut réaliser la cession initialement prévue à moins qu'il ne détienne ses parts depuis moins de deux ans.

|| - Transmission par décès ou par suite de dissolution ou de liquidation de communauté

En cas de décès d'un associé, la société continue entre les associés survivants et les héritiers et ayants droits de l'associé décédé et éventuellement son conjoint survivant, lesquels héritiers, ayants droits et conjoint survivant ne sont pas soumis à l'agrément des associés survivants. Pour l'exercice de leurs droits d'associés, les héritiers ou ayants droits doivent justifier de leur identité personnelle et de leurs qualités d'héritiers, la gérance pouvant exiger la production d'expéditions ou d'extraits de tous actes notariés établissant cette qualité.

Ils doivent également justifier de la désignation du mandataire commun chargé de les représenter pendant la durée de l'indivision dans les conditions prévues à l'article 12 ci-dessus des présents statuts.

||| - Nantissement des Parts Sociales

Si la société a donné son consentement à un projet de nantissement de parts sociales dans les conditions prévues au présent article, paragraphe 1-3* ci-dessus, ce consentement emportera agrément du cessionnaire en cas de réalisation forcée des parts nanties selon les dispositions de l'article 2078, alinéa 1er, du Code Civil, à moins que la société ne préfère, après la cession, racheter sans délai les parts, en vue de réduire son capital.

H. L. G.
M. J. C.
A. F. D.

Article 14 - Associé Unique

En cas de réunion en vue d'une seule main de toutes les parts d'une société à responsabilité limitée, les dispositions de l'article 1844-5 du Code Civil relatives à la dissolution judiciaire ne sont pas applicables.

Article 15 - Décès, Interdiction, Faillite ou Déconfiture d'un Associé Unique

La société n'est pas dissoute par le décès, l'interdiction la faillite ou la déconfiture d'un associé.

Article 16 - Nomination des Gérants

La société est administrée par un ou plusieurs gérants, personnes physiques, qui peuvent être choisies en dehors des associés. En l'absence de dispositions contraires, les gérants sont nommés pour la durée de la société. Les gérants statutaires sont désignés dans les statuts et les autres gérants sont nommés par décision des associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

Le premier gérant de la société est : Monsieur Joseph LE GUILLOUX

La durée des fonctions du gérant de la société est illimitée.

Article 17 - Pouvoirs des Gérants

Les gérants ont seuls la signature sociale : ils doivent consacrer aux affaires sociales tout leur temps et tous les soins nécessaires.

Dans les rapports entre associés, la gérance peut faire tous actes de gestion dans l'intérêt de la société. En cas de pluralité de gérants, ceux-ci détiennent séparément les pouvoirs prévus ci-dessus, sauf le droit pour chacun de s'opposer à toute opération avant qu'elle soit conclue.

Toutefois, à titre de règlement intérieur et sans que cette clause puisse être opposée aux tiers ni invoquée par eux, il est convenu que la gérance ne pourra, sans y être autorisée par une décision des associés prises à la majorité représentant plus de la moitié des parts sociales, contracter des emprunts autre que les emprunts bancaires, effectuer des achats, échanges et ventes d'immeubles autre que celui du siège social, constituer des hypothèques ou des nantissements, participer à la fondation de société et effectuer tous apports à des sociétés constituées ou à constituer ou à prendre des intérêts dans des sociétés ayant ou non le même objet social.

Dans les rapports avec les tiers, la société est engagée même par les actes de la gérance qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

En cas de pluralité des gérants, ceux-ci détiennent séparément les pouvoirs prévus à l'alinéa

L'opposition formée par un gérant aux actes d'un autre gérant est sans effet à l'égard de tiers, à moins qu'il ne soit établi qu'ils en ont eu connaissance.

Article 18 - Rémunération des Gérants

En rémunération de ses fonctions, chacun des gérants a droit à un traitement qui est fixé par décision ordinaire des associés, ainsi qu'au remboursement de ses frais de représentation et de déplacement.

Article 19 - Durée des fonctions du gérant - Révocation Démission Décès ou Retrait du gérant - Remplacement du Gérant

I - Durée

La durée des fonctions du ou des gérants est illimitée.

II - Révocation du Gérant

Le ou les gérants sont révocables par décision des associés représentant plus de la moitié des parts sociales. Toute clause contraire est réputée non écrite. Si la révocation est décidée sans juste motif, elle peut donner lieu à dommages et intérêts.

En outre, le ou les gérants sont révocables par les tribunaux pour cause légitimes à la demande de tout associé.

III - Démission du gérant

Le ou les gérants ont le droit de renoncer à leur fonctions, à charge pour eux d'informer leurs associés de leur décision, six mois avant la clôture de l'exercice, par lettre recommandée avec accusé de réception. Il sera dressé acte de ce changement, lequel ne prendra effet qu'à la date du commencement de l'exercice suivant.

Cependant, la collectivité des associés pourra toujours prendre acte de la démission d'un ou des gérants avec effet ne coïncidant pas avec la date d'un exercice.

Le décès ou le retrait du gérant pour quelque motif que ce soit n'entraîne pas la dissolution de la société.

En cas de décès d'un gérant, la gérance sera exercée par le gérant survivant mais tout associé pourra provoquer une décision collective des associés à l'effet de nommer un nouveau gérant.

S'il n'existe qu'un seul gérant en fonction au jour du décès, les associés devront réorganiser la gérance dans un délai de trois mois, ou transformer la société en société d'une autre forme ou prononcer la dissolution anticipée de la société.

Dans ce cas, durant la période intérimaire, les mandataires du gérant décédé, en fonction au jour de son décès, continueront à exercer leurs pouvoirs afin d'assurer la gestion de la société, sauf décision contraire de la collectivité des associés. A défaut, les associés désigneront un gérant provisoire associé ou non.

M. J. C.
J L G
A F D

IV - Remplacement du Gérant

Dans les cas prévus ci-dessus et sous réserve des conditions particulières à ces cas, la collectivité des associés procède au remplacement du gérant.

Dans ce cas, elle est consultée d'urgence par le co-gérant en exercice ou par un ou plusieurs associés, détenant la moitié des parts sociales ou détenant, s'ils représentent au moins le quart des associés, le quart des parts sociales, ou par un mandataire de justice, à la requête de l'associé le plus diligent. En outre, en cas de révocation du gérant, la collectivité des associés doit procéder par la même décision à la nomination de son remplaçant.

Article 20 - Responsabilité des Gérants

Les gérants sont responsables individuellement ou solidairement selon les cas, envers la société ou envers les tiers, soit des infractions aux dispositions législatives ou réglementaires applicables aux sociétés à responsabilité limitée, soit des violations des statuts, soit des fautes commises dans leur gestion.

Outre l'action en réparation du préjudice subi personnellement, les associés peuvent intenter l'action sociale en responsabilité contre les gérants soit individuellement, soit en se regroupant, à condition qu'ils représentent au moins un dixième du capital social, et en chargeant à leurs frais, un ou plusieurs d'entre eux de les représenter pour soutenir cette action tant en demande qu'en défense. Les demandeurs sont habilités à poursuivre la réparation de l'entier préjudice subi par la société à laquelle, le cas échéant, les dommages-intérêts sont alloués.

Aucune décision de l'assemblée ne peut avoir pour effet d'éteindre une action en responsabilité contre les gérants pour fautes commises dans l'accomplissement de leur mandat.

Article 21 à 28 - Commissaire aux Comptes

Les associés peuvent nommer un ou plusieurs commissaires aux comptes titulaires ou suppléants par décision collective ordinaire.

Cette nomination est obligatoire lorsque la société remplit les conditions prévues par la loi et les décrets d'application.

Le ou les commissaires aux comptes exercent leur mandat dans les conditions d'exercice, de durée et de rémunération fixées par les textes légaux.

Article 29 - Conventions Soumises à Procédure Spéciale

La gérance présente à l'assemblée statuant sur les comptes d'un exercice ou joint aux documents communiqués aux associés, en cas de consultation écrite, un rapport sur les conventions intervenues directement ou par personne interposée entre la société et l'un de ses gérants ou associés. Ce rapport contient :

- l'énumération des conventions soumises à l'approbation de l'assemblée des associés;
- le nom des gérants ou associés intéressés;

M.J.C.
T.L.G.
A.P.D.

- la nature et l'objet desdites conventions ;
- les modalités essentielles de ces conventions, notamment l'indication des prix au tarifs pratiqués, des ristournes et commissions consenties, des délais de paiement accordés, des intérêts stipulés, des suretés conférées et, le cas échéant, toutes autres indications permettant aux associés d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion des conventions analysées ;
- l'importance des fournitures livrées ou des prestations de service fournies, ainsi que le montant des sommes versées ou reçues au cours de l'exercice en exécution des conventions conclues au cours d'exercices antérieurs et dont l'exécution a été poursuivie au cours du dernier exercice.
- L'assemblée statue sur ce rapport. Le gérant ou l'associé intéressé ne peut prendre part au vote et ses parts ne sont pas prises en compte pour le calcul du quorum et de la majorité.

Toutefois, s'il n'existe pas de commissaire aux comptes, les conventions conclues par un gérant non associé sont soumises à l'approbation préalable de l'assemblée.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge, pour le gérant, et, s'il y a lieu, pour l'associé contractant, de supporter individuellement ou solidairement, selon les cas, les conséquences du contrat préjudiciable à la société.

Ces dispositions s'étendent aux conventions passées avec la société dont un associé indéfiniment responsable, gérant, administrateur, directeur général, membre du directoire ou membre du conseil de surveillance, et simultanément gérant ou associé de la société à responsabilité limitée.

Ces dispositions toutefois ne sont pas applicables aux conventions portant sur les opérations courantes conclues à des conditions normales.

Article 30 - Conventions Interdites

A peine de nullité de contrat, il est interdit aux gérants ou associés de contracter, sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la société, de se faire consentir par elle un découvert, en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements envers les tiers. Cette interdiction s'applique également au conjoint, ascendant ou descendant des gérants ou associés ainsi qu'à toute personne interposée.

Toutefois, si la société exploite un établissement financier, cette interdiction ne s'applique pas aux opérations courantes de ce commerce conclues à des conditions normales.

Article 31- Forme - Objet de Décisions Collectives

I - Forme

Les décisions collectives statuant sur les comptes sociaux sont prises en assemblée.

Sont également prises en assemblée les décisions soumises aux associés à l'initiative des associés ou d'un mandataire désigné par justice.

M.J.C
J.L.G.
A.D.

Toutes les autres décisions collectives peuvent être prises au choix de la gérance, soit en assemblée, soit par consultation écrite aux associés.

II - Objet

Les décisions collectives sont qualifiées d'ordinaires et d'extraordinaires.

Les décisions collectives extraordinaires ont pour objet la modification des statuts ainsi que l'agrément des cessions ou mutations de parts sociales, droits de souscription ou d'attribution.

Toutes les autres décisions en assemblée ou lors de consultations écrites sont qualifiées de décisions collectives ordinaires.

Article 32 - Décisions Ordinaires

Elles ont pour objet notamment de donner à la gérance les autorisations nécessaires à l'accomplissement des actes excédant ses pouvoirs tels qu'ils sont définis à l'article 17 ci-dessus, de se prononcer sur les comptes de la société, décider toute affectation et répartition des bénéfices, nommer le gérant non statutaire, prendre acte de la démission du gérant, le révoquer, et d'une manière générale, de se prononcer sur toutes questions n'emportant pas de modifications de statuts ou l'agrément de cessions ou mutations de parts sociales, droits de souscription ou d'attribution.

Les décisions ordinaires sont adoptées par un ou plusieurs des associés représentant plus de la moitié des parts sociales. Si cette majorité n'est pas obtenue, les associés sont, selon le cas, convoqués ou consultés une seconde fois, sur les mêmes questions à l'ordre du jour de la première convocation ou consultation, et les décisions sont prises à la majorité des votes émis, quel que soit le nombre de votants.

Par exception au paragraphe ci-dessus, les décisions relatives à la nomination du gérant non statutaire, ou à sa révocation, sont toujours prises à la majorité représentant plus de la moitié des parts sociales.

Article 33 - Décisions Extraordinaires

Elles ont pour objet de modifier les statuts dans toutes leurs dispositions, d'agréer les cessions ou mutations de parts sociales, droits de souscription ou d'attribution.

Les décisions extraordinaires ne sont valablement prises qu'autant qu'elles ont été adoptées par des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales.

Par exception au paragraphe ci-dessus, les associés ne peuvent si ce n'est à l'unanimité, changer la nationalité de la société, obliger un des associés à augmenter son engagement social, ou encore transformer la société en société en nom collectif, en commandite simple, ou en commandite par actions.

M.J.C

J.L.G

14/6/00

Article 34 - Mode de Consultation des Associés en cas D'assemblée

I - Convocation

Les associés sont convoqués aux assemblées par la gérance ou, s'il en existe un, par le commissaire aux comptes. un ou plusieurs associés, détenant la moitié des parts sociales ou détenant, s'ils représentent au moins le quart des associés, le quart des parts sociales. peuvent demander la réunion d'une assemblée.

Tout associé peut demander au Président du Tribunal de Commerce statuant en référé, la désignation d'un mandataire chargé de convoquer l'assemblée et de fixer son ordre du jour.

Les associés sont convoqués, quinze jours au moins avant la réunion de l'assemblée, par lettre recommandée. Celle-ci indique l'ordre du jour.

Toute assemblée irrégulièrement convoquée peut être annulée. Toutefois, l'action en nullité n'est pas recevable lorsque tous les associés étaient présents ou représentés.

II - Ordre du jour

L'ordre du jour de l'assemblée est arrêté par l'auteur de la convocation.

Sous réserve de questions diverses, qui ne doivent présenter qu'une minime importance, les questions inscrites à l'ordre du jour sont libellées de telle sorte que leur contenu et leur portée apparaissent clairement, sans qu'il y ait lieu de se reporter à d'autres documents.

L'assemblée ne peut délibérer sur une question qui n'est pas inscrite à l'ordre du jour.

III - Réunion de l'Assemblée

L'assemblée des associés se réunit au siège social ou en tout autre endroit de la même ville indiquée dans la lettre de convocation. Elle est présidée par le gérant ou par l'un des gérants. Si aucun des gérants n'est associé, elle est présidée par l'associé présent et acceptant qui possède ou représente le plus grand nombre de parts sociales. Si deux associés qui possèdent ou représentent le même nombre de parts sociales sont acceptants, la présidence de l'assemblée est assurée par le plus âgé.

IV - Vote, Représentation

Chaque associé a droit de participer aux décisions et dispose d'un nombre de voix égal à celui des parts sociales qu'il possède.

Un associé peut se faire représenter par son conjoint ou par un autre associé à moins que la société ne comprenne que les deux époux ou seulement deux associés.

Un associé ne peut constituer un mandataire pour voter du chef d'une partie de ses parts et voter en personne du chef de l'autre partie.

Le mandat de représentation d'un associé est donné pour une seule assemblée. Il peut cependant être donné pour deux assemblées tenues le même jour et dans un délai de sept jours.

M.J.C

J.L.G

B. J. G

Le mandat donné pour une assemblée vaut pour les assemblées successives convoquées avec le même ordre du jour.

V - Procès-Verbaux

Toute délibération de l'assemblée des associés est constatée par un procès-verbal qui indique la date et le lieu de la réunion, les noms, prénoms et qualité du Président, les noms et prénoms des associés présents ou représentés avec l'indication du nombre de parts sociales détenues par chacun, les documents et rapports soumis à l'assemblée, un résumé des débats, le texte des résolutions mises aux voix et le résultat des votes.

Les procès-verbaux sont établis et signés par les gérants et, le cas échéant, par le Président de séance.

Les procès-verbaux sont établis sur un registre spécial tenu au siège social, côté et paraphé, soit par un juge du Tribunal de Commerce, soit par un juge du Tribunal d'Instance, soit par le Maire de la commune ou un adjoint au Maire.

Toutefois les procès-verbaux peuvent être établis sur des feuilles mobiles numérotées sans discontinuité, paraphées dans les conditions prévues à l'alinéa précédent et revêtues du sceau de l'autorité qui les a paraphées. Dès qu'une feuille est remplie, même partiellement, elle doit être jointe à celles précédemment utilisées. toute addition, suppression, substitution ou interversion de feuilles est interdite.

Les copies ou extraits des procès-verbaux des délibérations des associés sont valablement certifiés conformes par un seul gérant.

Au cours de la liquidation de la société, leur certification est valablement effectuée par un seul liquidateur.

VI - Droit de Communication et d'Information des Associés

En cas de convocation d'une assemblée autre que celle qui doit statuer sur les comptes de l'exercice, le texte des résolutions proposées, le rapport des gérants, ainsi que, le cas échéant, celui des commissaires comptes, sont adressés aux associés quinze jours au moins avant la date de l'assemblée.

En outre, pendant le délai de quinze jours qui précède l'assemblée, les mêmes documents sont tenus, au siège social, à la disposition des associés, qui peuvent en prendre connaissance ou copie.

Article 35 - Assemblée Statuant sur les Comptes Sociaux

I - Réunion de l'Assemblée

Dans le délai de six mois qui suit la clôture de l'exercice, le rapport sur les opérations de l'exercice, l'inventaire, le compte de résultat, le bilan et l'annexe établis par les gérants sont soumis à l'approbation des associés réunis en assemblée.

M. J. C

J L G

A F D

II - Droit de Communication et d'information des Associés

Le bilan, le compte de résultat, l'annexe ainsi que le rapport de gestion établi par la gérance, sont tenus au siège social à la disposition des commissaires aux comptes, s'il en existe, un mois avant la convocation de l'assemblée.

Le bilan, le compte de résultat et l'annexe, le rapport de gestion ainsi que le texte des résolutions proposées, et, le cas échéant, les rapports du commissaire aux comptes annuels, sont adressés aux associés quinze jours au moins avant la date de l'assemblée.

A compter de la communication des documents prévue à l'alinéa précédent, tout associé a la faculté de poser par écrit des questions auxquelles le gérant sera tenu de répondre au cours de l'assemblée.

Article 36 - Décisions Prises par Consultation Ecrite des Associés

I - Modalité de la Consultation

En cas de consultation écrite, le texte des résolutions proposées ainsi que les documents nécessaires à l'information des associés sont adressés à chacun de ceux-ci par lettre recommandée.

Les associés disposent d'un délai de vingt jours, à compter de la date de réception des projets de résolution, pour émettre leur vote par écrit.

Tout associé qui n'aura pas répondu dans ce délai sera considéré comme s'étant abstenu. Pour chaque résolution, le vote est exprimé par oui ou par non.

II - Mention Spéciale dans les Procès-Verbaux

En cas de consultation écrite, les procès-verbaux sont tenus dans les mêmes conditions que celles visées à l'article 34, paragraphe V des présents statuts, relatif aux décisions prises en assemblée. Toutefois, il est mentionné que la consultation a été effectuée par écrit. La réponse de chaque associé est annexée à ces procès-verbaux.

Article 37 - Droit de communication permanent, d'information et de contrôle des associés

I - Droit de communication permanent

Tout associé a le droit, à toute époque, d'obtenir, au siège social, la délivrance d'une copie certifiée conforme des statuts en vigueur au jour de la demande.

La société doit annexer à ce document la liste des gérants, et, le cas échéant, des commissaires aux comptes en exercice, et ne peut pour cette délivrance, exiger le paiement d'une somme supérieure à deux francs.

L'associé a également le droit, à toute époque, de prendre par lui-même et au siège social, connaissance des documents suivants : comptes de résultat, bilans, annexes, inventaires, rapports soumis aux assemblées et procès-verbaux de ces assemblées concernant les trois derniers exercices. Sauf en ce qui concerne l'inventaire, le droit de prendre connaissance emporte celui de prendre copie. A cette fin, il peut se faire assister d'un expert inscrit sur une des listes établies par les Cours et Tribunaux.

M.J.C

5 L 6

II - Expertise

Un ou plusieurs associés représentant au moins un dixième du capital social peuvent demander soit individuellement soit en se groupant sous quelque forme que ce soit, la désignation en justice d'un ou plusieurs experts chargés de présenter un rapport sur une ou plusieurs opérations de gestion.

Le ministère public et le comité d'entreprise sont habilités à agir aux mêmes fins.

S'il est fait droit à la demande, la décision de justice détermine l'étendue de la mission et des pouvoirs des experts. Elle peut mettre à la charge de la société les honoraires des experts.

Le rapport est adressé au demandeur, au ministère public, au comité d'entreprise, au commissaire aux comptes ainsi qu'au gérant. Ce rapport doit, en outre, être annexé à celui établi par le commissaire aux comptes en vue de la prochaine assemblée et recevoir la même publicité.

III - Procédure D'alerte

Tout associé non gérant, peut, deux fois par an, poser par écrit des questions au gérant sur tout fait de nature à compromettre la continuité de l'exploitation. la réponse du gérant est communiquée au commissaire aux comptes.

Article 38 - Exercice Social

L'exercice social a une durée de douze mois. Il commence le Premier ~~Janvier~~ pour se terminer le Trente ~~et un Décembre~~.

Par exception, le premier exercice commencera à compter de la date d'immatriculation de la société et se clôturera le Trente ~~et un Décembre~~.

Article 39 - Comptes Sociaux

I - Etablissement des Comptes Sociaux

A la clôture de chaque exercice, la gérance dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date.

Elle dresse également le compte de résultat, le bilan et l'annexe.

Le montant des engagements cautionnés, avalisés ou garantis est mentionné à la suite du bilan, ainsi qu'un état des sûretés consenties par la société.

Elle établit un rapport de gestion sur la situation de la société et son activité au cours de l'exercice écoulé, les résultats de cette activité, les progrès réalisés et les difficultés rencontrées, l'évolution prévisible de cette situation et les perspectives d'avenir, les événements importants survenus entre la date de clôture de l'exercice et la date à laquelle le rapport est établi, enfin les activités en matière de recherche et de développement.

Rugonki 7 nch
M.J.C.
TLG

II - Formes et Méthodes D'évaluation des Comptes Sociaux

Le compte de résultat, le bilan et l'annexe sont établis après chaque exercice selon les mêmes formes et les mêmes méthodes d'évaluation que les années précédentes, sauf si un changement exceptionnel est intervenu dans la situation de la société.

dans ce dernier cas, les modifications doivent être décrites et justifiées dans l'annexe. Elles doivent aussi être signalées dans le rapport de gestion, et le cas échéant, dans le rapport des commissaires aux comptes.

III - Amortissements et Provisions

Même en cas d'absence ou d'insuffisance du bénéfice, il est procédé aux amortissements et provisions nécessaires.

Sous réserve des dispositions de l'article 348, alinéa 2, de la loi du 24 juillet 1966, les frais de constitution de la société sont amortis avant toute distribution de bénéfice et au plus tard dans un délai de cinq ans.

Les frais d'augmentation de capital sont amortis au plus tard à l'expiration du cinquième exercice suivant celui au cours duquel ils ont été engagés. Ces frais peuvent être imputés sur le montant des primes d'émission afférentes à cette augmentation.

Article 40 - Information Comptable et Financière

Si la société vient à répondre à l'un des critères définis par le décret et tirés du nombre de salariés ou du chiffre d'affaires, compte tenu éventuellement de la nature de l'activité, le ou le gérants sont tenus d'établir une situation de l'actif réalisable et disponible, valeurs d'exploitation exclues, et du passif exigible, un compte de résultat prévisionnel, un tableau de financement en même temps que le bilan annuel et un plan de financement prévisionnel.

La périodicité, les délais et les modalités d'établissement de ces documents sont également précisés par décret.

La société cesse d'être assujettie à cette obligation lorsqu'elle ne remplit aucune de ces conditions pendant deux exercices successifs.

Les documents susvisés sont analysés dans des rapports écrits sur l'évolution de la société établis par le gérant, qui les communique au commissaire aux comptes, au comité d'entreprise, et le cas échéant, au conseil de surveillance lorsqu'il est institué dans ces sociétés.

En cas de non-observation de ces dispositions, ou si les informations données dans les rapports visés à l'alinéa précédent appellent des observations de sa part, le commissaire aux comptes le signale dans un rapport au gérant ou dans le rapport annuel. Il peut demander que son rapport soit adressé aux associés ou qu'il en soit donné connaissance à l'assemblée des associés. Ce rapport est communiqué au comité d'entreprise.

M.J.C

J.L.G

Ar. J

Article 41 - Affectation et Répartition des Bénéfices

I - Définitions

1* Réserve légale

A peine de nullité de toute délibération contraire, il est fait sur le bénéfice de l'exercice diminué le cas échéant, des pertes antérieures, un prélèvement d'un vingtième au moins affecté à la formation d'un fonds de réserve dit "réserve légale".

Ce prélèvement cesse d'être obligatoire, lorsque la réserve atteint le dixième du capital social.

2* Bénéfice distribuable

Le bénéfice distribuable est déterminé conformément à la loi.

En outre, l'assemblée générale peut décider de la mise en distribution des sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition ; en ce cas, la décision indique expressément les postes de réserve sur lesquels les prélèvements sont effectués.

Hors le cas de réduction du capital, aucune distribution ne peut être faite aux associés lorsque les capitaux propres sont ou deviennent, à la suite de celle-ci, inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer.

L'écart de réévaluation n'est pas distribuable, il peut être incorporé en tout ou partie au capital.

3* Report à nouveau

L'assemblée peut décider l'inscription, au compte report à nouveau, de tout ou partie des bénéfices distribuables. elle fixe l'affectation ou l'emploi des bénéfices ainsi inscrits à ces comptes. Ils peuvent être affectés notamment au financement des investissements de la société.

4* Sommes distribuables

Le total du bénéfice distribuable et des réserves diminué le cas échéant des sommes inscrites au compte report à nouveau, dont l'assemblée a la disposition, constitue les sommes distribuables.

II - Répartition des Bénéfices - Dividendes

1* Affectation des bénéfices

Après approbation des comptes et constatation de l'existence des sommes distribuables, l'assemblée générale détermine la part attribuée aux associés sous forme de dividendes. Toutefois lorsqu'un bilan établi au cours ou à la fin de l'exercice, et certifié par un commissaire aux comptes, fait apparaître que la société, depuis la clôture de l'exercice précédent, après constitution des amortissements et provisions nécessaires, et déduction faite s'il y a lieu des pertes antérieures ainsi que des sommes à porter en réserve en application de la loi ou des statuts et compte tenu du report bénéficiaire, a réalisé un bénéfice, il peut être distribué des acomptes sur dividendes avant l'approbation des comptes de l'exercice.

Le montant des acomptes ne peut excéder le montant du bénéfice défini au précédent alinéa.

M.J.C

J.L.G

Aut

Tout dividende distribué en violation des règles ci-dessus énoncées est un dividende fictif.

2* Paiement des dividendes

Conformément à l'article 2277 du Code Civil, la prescription de 5 ans est applicable aux dividendes non réclamés.

Toutefois, la mise en paiement des dividendes doit avoir lieu dans un délai maximum de neuf mois après la clôture de l'exercice, la prolongation de ce délai peut être accordée par ordonnance du Président du Tribunal de Commerce statuant sur requête, à la demande de la gérance.

3* Répétition des dividendes

Aucune répétition des dividendes ne peut être exigée, hors les cas de distribution de dividendes fictifs, ou de distribution d'un intérêt fixe ou intercalaire. Dans ces cas, l'action en répétition se prescrit par trois ans à compter de la distribution des dividendes.

En outre, la société doit prouver que les bénéficiaires de la distribution avaient connaissance du caractère irrégulier de celle-ci, ou ne pouvaient l'ignorer compte tenu des circonstances.

Article 42 - Comptes Courants D'associés

Chaque associé a la possibilité, avec le consentement de la gérance, de verser dans la caisse sociale des fonds jugés utiles aux besoins de la société. Les conditions de fonctionnement de ces comptes, la fixation des intérêts, les délais pour retirer les sommes sont arrêtés dans chaque cas par accord entre la gérance et les intéressés.

Article 43 - Transformation

La transformation de la société en nom collectif, en commandite simple ou en commandite par action, exige l'accord unanime des associés.

La transformation en société anonyme ne peut être décidée qu'à une double condition : que soit obtenue la majorité requise pour la modification des statuts et que la société à responsabilité limitée ait établi et fait approuver par les associés le bilan de ses deux premiers exercices.

Par ailleurs, les gérants doivent demander au tribunal la désignation d'un ou plusieurs commissaires chargés d'apprécier sous leur responsabilité la valeur des biens composant l'actif social et les avantages particuliers. Le rapport établi est tenu à la disposition des associés. Les associés statuent sur l'évaluation des biens et l'octroi des avantages particuliers; ils ne peuvent les réduire qu'à l'unanimité. A défaut d'approbation expresse des associés, mentionnée au procès-verbal, la transformation est nulle.

Toutefois et sous ces mêmes réserves, la transformation en société anonyme peut être décidée par des associés représentant la majorité des parts sociales, si les capitaux propres figurant au dernier bilan excèdent cinq millions de francs. Toute décision de transformation est précédée d'un rapport d'un commissaire aux comptes inscrit, sur la situation de la société et du rapport d'un commissaire désigné par justice dont la mission est d'apprécier, sous sa propre responsabilité, la valeur des biens composant l'actif social et celle des avantages particuliers dans les termes de l'article 72-1 de la loi du 24 juillet 1966.

Une transformation effectuée en violation des présentes conditions est nulle.

M.J.C.
S.I.C.

Si la société vient à comprendre plus de cinquante associés étant entendu que chaque indivision ne compte que pour un seul associé, elle doit, dans un délai de deux ans, être transformée en société anonyme. A défaut, elle est dissoute à moins que pendant ledit délai, le nombre des associés ne soit devenu égal ou inférieur à cinquante. Les associés ont l'obligation d'obtenir par tous moyens une réduction de leur nombre. Ceux des associés qui s'opposeraient à toute solution raisonnable tendant à ce résultat seraient tenus pour responsables du préjudice que pourrait causer la dissolution de la société.

Article 44 - Dissolution

I - Dissolution à l'Arrivée du Terme à Défaut de Prorogation

La société est dissoute à l'arrivée du terme à défaut de prorogation. Un an ou moins avant la date d'expiration de la société, la gérance devra provoquer une réunion de la collectivité des associés à l'effet de décider, dans les conditions requises pour les décisions collectives extraordinaires, si la société doit être prorogée.

La décision des associés sera dans tous les cas rendue publique. A défaut par la gérance de procéder à cette convocation, tout associé pourra demander au Président du Tribunal de Commerce statuant sur requête, la désignation d'un mandataire chargé de consulter les associés sur cette question.

II - Dissolution Anticipée

1* Réunion de toutes les parts en une seule main

En cas de réunion en une seule main de toutes les parts d'une société à responsabilité limitée, les dispositions de l'article 1844-5 du Code Civil relatives à la dissolution judiciaire ne sont pas applicables.

2* Décision des associés

La dissolution anticipée de la société peut être décidée à tout moment par des associés représentant les trois quarts des parts sociales.

3* Capitaux propres inférieurs à la moitié du capital social

Si, du fait de pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la société deviennent inférieurs à la moitié du capital, les associés décident, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître cette perte, s'il y a lieu à dissolution anticipée de la société.

Si la dissolution n'est pas prononcée à la majorité exigée pour la modification des statuts, la société est tenue, au plus tard à la clôture du deuxième exercice suivant celui au cours duquel la constatation des pertes est intervenue et sous réserve des dispositions de l'article 35, de réduire son capital d'un montant au moins égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves, si, dans ce délai, les capitaux propres n'ont pas été reconstitués à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital social.

Dans les deux cas, la résolution adoptée par les associés est publiée dans un journal habilité à recevoir les annonces légales dans le département du siège social, déposée au greffe du Tribunal de Commerce du lieu de ce siège et inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés.

M. J. C.

U L G

2008

A défaut par le gérant ou le commissaire aux comptes de provoquer une décision ou si les associés n'ont pu délibérer valablement, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la société.

Il en est de même si les dispositions de l'alinéa 2 ci-dessus n'ont pas été appliquées. Dans tous les cas, le Tribunal peut accorder à la société un délai maximal de six mois pour régulariser la situation; il ne peut prononcer la dissolution, si, au jour où il statue sur le fond, cette régularisation a eu lieu.

4* Capital social inférieur au minimum légal

La réduction du capital social à un montant inférieur au minimum légal ne peut être décidée que sous la condition suspensive d'une augmentation de capital destinée à amener celui-ci à un montant au moins égal au montant minimum légal, à moins que la société ne se transforme en société d'une autre forme.

En cas d'inobservation des dispositions du précédent alinéa, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la société. Cette dissolution ne peut être prononcée, si au jour où le tribunal statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

Article 45 - Liquidation

I - Ouverture de la Liquidation et Effets

La société est en liquidation dès l'instant de sa dissolution pour quelque cause que ce soit; sa dénomination sociale est alors suivie de la mention "société en liquidation".

Cette mention, ainsi que le nom du ou des liquidateurs, doivent figurer sur tous les actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers, notamment sur toutes lettres, factures, annonces et publications diverses.

La personnalité morale de la société subsiste, pour les besoins de la liquidation, jusqu'à la clôture de celle-ci. La dissolution de la société ne produit ses effets à l'égard des tiers qu'à compter de la date à laquelle elle est publiée au registre du Commerce et des sociétés.

La dissolution de la société n'entraîne pas de plein droit la résiliation des baux des immeubles utilisés pour son activité sociale, y compris les locaux d'habitation dépendant de ces immeubles.

Si, en cas de cessation du bail, l'obligation de garantie ne peut plus être assurée dans les termes de celui-ci, il peut y être substitué, par décision du Président du Tribunal de Grande Instance et en lieu de la situation de l'immeuble, toute garantie offerte par le cessionnaire ou un tiers, et jugée suffisante.

II - Désignation du ou des Liquidateurs

Les fonctions de la gérance prennent fin par la dissolution de la société. La collectivité des associés conserve les mêmes pouvoirs qu'avant la dissolution de la société. Elle règle le mode de liquidation et nomme un ou plusieurs liquidateurs dont elle détermine les pouvoirs. Les liquidateurs exercent leurs fonctions conformément à la loi.

Si les associés n'ont pu nommer un liquidateur, celui-ci est désigné par ordonnance du Président du Tribunal de Commerce statuant sur requête. La gérance doit remettre ses comptes aux liquidateurs.

M. J. C
J L G
M D

accompagnés de toutes pièces justificatives en vue de leur approbation par une décision collective des associés.

III - Contrôle de la Liquidation

En l'absence de commissaire aux comptes, les associés peuvent, par une décision à la majorité du capital, désigner un ou plusieurs mandataires chargés de contrôler les opérations de liquidation. Leurs pouvoirs, leurs obligations et leur rémunération sont fixés par l'assemblée qui les nomme.

IV - Fin de la Liquidation

Les associés sont convoqués en fin de liquidation pour statuer sur le compte définitif de liquidation, sur le quitus à donner au liquidateur pour sa gestion et la décharge de son mandat, et pour constater la clôture de la liquidation. A défaut, tout associé peut demander au Président du Tribunal de Commerce, statuant en référé, la désignation d'un mandataire chargé de procéder à la convocation.

Article 46 - Contestations

Toutes les contestations qui peuvent s'élever pendant le cours de la société ou de sa liquidation, soit entre associés et la société, soit entre associés eux-mêmes, concernant les affaires sociales, l'interprétation ou l'exécution des présents statuts, sont soumises à la juridiction des tribunaux compétents du lieu du siège social.

A cet effet, en cas de contestation, tout associé doit faire élection de domicile, dans le ressort du tribunal compétent du lieu du siège social et toutes assignations et significations sont régulièrement faites à ce domicile.

A défaut d'élection de domicile, les assignations et significations sont valablement faites au parquet du Procureur de la République près du Tribunal de Grande Instance du lieu du siège social.

Article 47 - Actes Accomplis pour le Compte de la Société en Formation

Préalablement à la signature des présents statuts **Joseph LE GUILLOUX** a présenté aux soussignés conformément aux dispositions de l'article 26 du décret du 23 Mars 1967, l'état des actes accomplis pour le compte de la société en formation, avec l'indication, pour chacun d'eux, de l'engagement qui en résultera pour la société.

Cet état est annexé aux statuts et la signature de ces derniers emportera reprise des engagements par la société, lorsque celle-ci aura été immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés.

Article 48 - Délais

Les délais stipulés aux présents statuts doivent être décomptés selon les règles fixées par les articles 640 à 642 du nouveau Code de Procédure Civile.

Rajouté 3 MoF

M. J. C.

J. L. G.

A. F. D.

Article 49 - Publicité

Les formalités de constitution étant accomplies, l'avis prévu par l'article 285 du décret du 23 Mars 1967 sera inséré dans un journal d'annonces légales paraissant dans le département du siège social. A cet effet, tous pouvoirs sont donnés au porteur d'une copie, d'un extrait ou d'un original des présents pour effectuer les différentes formalités prescrites par la loi.

Article 50 - Frais

Tous les frais, droits et honoraires des présents et des suites seront pris en charge par la société lorsqu'elle aura été immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés.

Article 51 - Documents Annexes Aux Statuts

- Un état des actes accomplis pour le compte de la société en formation
- Un acte de nomination du gérant

Fait en quatre originaux, dont un pour l'enregistrement, deux pour le dépôt au Greffe et un pour le dépôt au siège social et en quatre photocopies pour être remis à chacun des associés.

Fait à *Versailles*

l'An Mil Neuf Cent Quatre VINGT QUINZE

Le *2 Mars 1995*

Vis a Jam au 15 Juin 07
certifié conforme en original

le Gérant

[Signature]

« A . J . C . L'AUTHENTIC »

Siège social : 35 rue des Chantiers 78000 Versailles
S.A.R.L. au capital de 7622,45 Euros
R.C.S. de Versailles 400 308 540

PROCES-VERBAL D'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAOR

Le 15 Juin 2007 à 12 heures, à l'issue de l'assemblée générale annuelle, les associés L'AUTHENTIC » se sont réunis au siège social sis au 35 rue des Chantiers 78000 Versailles, conformément aux dispositions de l'article 34 des statuts.

L'assemblée est présidée par Mr LE GUILLOUX associé-gérant, il constate que sont présents ou représentés :

- Mme LE MOUELLIC Marie-Joséphine détenant 155 parts
- Madame INFORTUNE Jacqueline détenant 100 parts
- Monsieur LE GUILLOUX Joseph détenant 245 parts

Soit la totalité des 500 parts composant le capital. L'assemblée est donc valablement constituée, et peut ainsi prendre toutes décisions extraordinaires sur l'ordre du jour suivant :

- augmentation du capital social ;
- modifications corrélatives des statuts ;
- Pouvoirs aux porteurs d'originaux ou de copies des présentes,

Le Président déclare que les projets de résolutions ainsi que les documents légaux ont été envoyés aux associés avec la convocation et tenus à leur disposition au siège social dans les délais et la forme prévus par la loi. Les associés lui donnent acte de cette déclaration et confirment qu'ils signeront tous le présent procès verbal en signe d'approbation de ces dispositions.

Le président rappelle que le capital de la société est actuellement de 7.622,45 €, divisé en 500 parts de 15,25 € chacune, et que la société dispose, en sus de la réserve légale, d'un report à nouveau de 135.171 €, conformément aux décisions d'affectation du résultat de la dernière Assemblée Générale.

Puis un échange de vue s'instaure entre les associés sur les questions à l'ordre du jour, et le président propose le vote des résolutions suivantes :

J. L. G.

PREMIERE RESOLUTION

La collectivité des associés, après avoir entendu lecture du rapport de gestion, décide d'augmenter le capital social pour le porter de 7.622,45 € à 40 000 €, par incorporation d'une somme de 32 377,55 €, prélevée sur le report à nouveau de la société, ainsi ramené de 135.171 € à 102.793 €.

Cette augmentation de capital est réalisée par voie d'élévation du montant nominal de chaque part ancienne qui se trouvera ainsi porté de 15,25 € à 80 €. La collectivité des associés déclare que les parts sociales dont le montant nominal vient d'être augmenté sont libérées intégralement et continuent d'être réparties entre les associés dans les mêmes proportions que précédemment.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

DEUXIEME RESOLUTION

Comme conséquence de l'augmentation de capital décidée sous la première résolution, la collectivité des associés décide de remplacer, ainsi qu'il suit, le texte de l'article 7 des statuts :

“Après cessions de parts du 25/05/07 et augmentation par incorporation de réserves selon l'A.G du 15 juin 07, le capital social est fixé à la somme de QUARANTE MILLE EUROS (40 000 €). Il est divisé en CINQ CENT (500) parts sociales de 80€ chacune, intégralement libérées, souscrites en totalité par les associés et attribuées à chacun d'eux en proportion de leurs apports respectifs, de la manière suivante :

- à Madame INFORTUNE Jacqueline, à concurrence de 100 parts
 - à Monsieur LE GUILLOUX Joseph, à concurrence de 245 parts
 - à Madame LE MOUELLIC Marie-Joséphé, à concurrence de ... 155 parts”
- dernier paragraphe inchangé.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité

TROISIEME RESOLUTION

L'assemblée des associés confère tous pouvoirs au porteur d'originaux ou de copies des présentes pour effectuer les dépôts et formalités prescrits par la loi.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

L'ordre du jour étant épuisé, et, personne ne souhaitant prendre la parole, la séance est levée à 12h30.
De tout ce que dessus, il a été dressé procès-verbal qui a été signé par les associés présents en autant d'originaux que nécessaire pour le dépôt d'un exemplaire au siège social et l'exécution des diverses formalités légales.

*Certifié conforme
en original
le Gérant
*

PF -> 25/05/07 - 1M5
AA -> 25/05/07 - BH
AA -> 25/05/07 - BH

**PROCES-VERBAL D'ASSEMBLEE
GENERALE EXTRAORDINAIRE**

95 3 7 21

Le 25 Mai 2007 à 11 heures, les associés de la société « A.J.C L'AUTHENTIC », SARL au capital de 7622,45 €, immatriculée au RCS sous le numéro Versailles B 400 308 540 se sont réunis au siège social sis au 35 rue des Chantiers 78000 VERSAILLES indiqué sur la convocation qui leur a été adressée individuellement le 2 mai 2007 conformément aux dispositions de l'article 34 des statuts.

L'assemblée est présidée par Mr LE GUILLOUX associé-gérant, il constate que sont présents ou représentés :

- Madame FERNANDEZ détenant 155 parts
- Monsieur LE GUILLOUX détenant 245 parts
- Madame HOUDOU détenant 100 parts

Soit la totalité des 500 parts composant le capital. L'assemblée est donc valablement constituée, et peut valablement prendre toutes décisions extraordinaires sur l'ordre du jour suivant :

- Départ de deux associés et Approbation de deux nouveaux associés,
- Pouvoirs au porteur d'originaux ou de copies des présentes,

Le président déclare la discussion ouverte, un échange s'instaure entre les associés. Puis plus personne ne demandant la parole, le président met aux voix les résolutions suivantes figurant à l'ordre du jour :

1^{ère} résolution :

Les associés approuvent l'arrivée de deux nouveaux associés :

- Mme LE MOUELLIC Marie-Joséphine, veuve, née le 1/5/27 à Neulliac(56) de nationalité française et demeurant à Coet Nostra 56920 St Gerand ,
 - Mme INFORTUNE Jacqueline, divorcée, née le 12/4/53 à Chantillac (16) de nationalité française et demeurant 11 rue Baptiste Marcet 41150 Onzain,
- en lieu et place de, respectivement, Mesdames FERNANDEZ Marie José et HOUDOU Anne Françoise. Les statuts seront modifiés en conséquence et en particulier les articles 6 et 7.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

2^{ème} résolution :

L'assemblée confère tous pouvoirs au porteur d'originaux ou de copies des présentes pour effectuer les dépôts et formalités prescrits par la loi.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 11 heures 45. De tout ce qui précède, il a été dressé le dit Procès-verbal signé par les associés présents.

Certifié conforme
en original
le Gérant


Cession de parts de la Sarl A .J .C L'AUTHENTIC

Les soussignés :

- Mme HOUDOU Anne Françoise épouse DUARD , née le 22/8/53 à Paris 10^{ème} de nationalité française et demeurant 43 rue de Gassicourt – Mantes la Jolie (78), dénommée ci-après « le cédant »
d'une part,

- Madame INFORTUNE Jacqueline, divorcée, née le 12/4/53 à Chantillac (16) de nationalité française et demeurant 11 rue Baptiste Marcet 41150 Onzain, dénommée ci-après « le cessionnaire »
d'autre part,

Ont, préalablement à la cession de parts, objet des présentes, exposé ce qui suit:

Depuis l'origine de la société, Mme HOUDOU est titulaire de 100 parts sociales de valeur nominale de 15,24 € chacune, sur les 500 parts composant actuellement le capital de la société « A J C L'AUTHENTIC », société à responsabilité limitée au capital de 7622,45 Euros, dont le siège social est fixé au 35 rue des Chantiers 78000 Versailles, enregistrée à Versailles le 10/03/95 F°60Beau125/1 et immatriculée au R. C. S. de Versailles, sous le numéro d'identification B 400 308 540.

Cession de parts

Le cédant cède et transporte, par les présentes, sous les garanties habituelles de fait et de droit, au cessionnaire, qui accepte, la totalité des 100 parts dont il est titulaire dans la société.

Propriété – jouissance

Le cessionnaire sera propriétaire des parts cédées ci-dessus à compter de ce jour et sera subrogé dans tous les droits et obligations attachés auxdites parts, soit en vertu des statuts de la société, soit en vertu de la loi. Il aura seul droit à toute répartition de bénéfices ou de réserves qui pourrait être effectuée postérieurement à ce jour.

Nantissement

Les parts cédées sont libres de tout nantissement, saisie ou mesure quelconque susceptible de faire obstacle à la cession, réduire ou anéantir les droits du cessionnaire.

Enregistré à : SERVICE DES IMPOTS DES ENTREPRISES DE BLOIS

Le 11/06/2007 Bordereau n°2007/1 376 Case n°1

Ext 2428

Enregistrement : 25 €

Pénalités :

Total liquidé : vingt-cinq euros

Montant reçu : vingt-cinq euros

Le Contrôleur principal

Françoise MORISSET
Contrôleur Principal

Prix

La présente cession est consentie et acceptée moyennant le prix de 40 Euros par part, soit au total 4.000 € pour les 100 parts cédées. Ce prix est payé à l'instant même au cédant qui le reconnaît et lui en consent bonne et valable quittance.

Agrément – dispense

Il est précisé ici que la présente cession a été autorisée conformément aux dispositions statutaires (article 13) et légales, par décision collective des associés représentant les trois quarts des parts sociales, suivant procès verbal du 25/05/2007.

Dépôt de l'acte - Frais

Un original des présentes sera déposé au siège social de ladite société contre remise par le gérant d'une attestation de ce dépôt au cédant, qui procédera aux formalités. Les frais et droits des présentes, et ceux qui en seront la conséquence, seront supportés par le cessionnaire, qui s'y oblige expressément.

Tous pouvoirs sont conférés au porteur d'un original des présentes en vue de cette formalité, ainsi que pour le dépôt en annexe au registre du commerce et des sociétés.

Déclaration pour les services fiscaux

I. Le cédant déclare que les parts cédées ont été reçues en rémunération d'un apport en numéraire constaté dans les statuts en date du 2/03/95.

II. Cédant et cessionnaire déclarent que la présente cession ne remettra pas en cause le régime fiscal de la société, celle-ci restant pluripersonnelle et les parts, objet de la cession, ne sont pas représentatives d'apports en nature effectués depuis moins de trois ans.

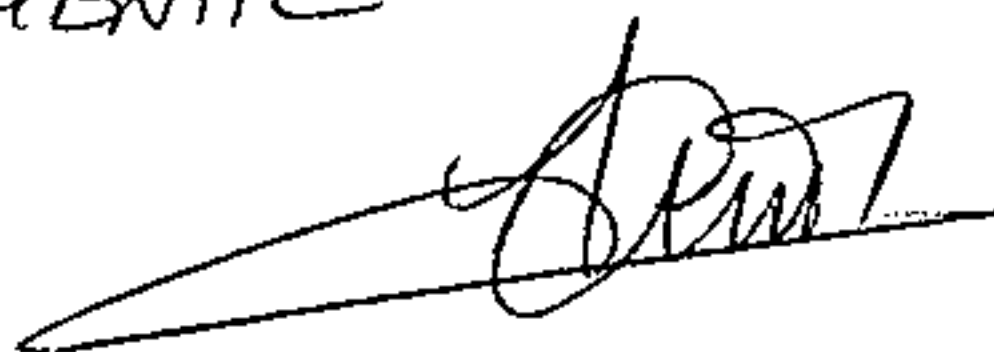
III. Pour la perception du droit d'enregistrement et des impôts, les parties déclarent que la société a une activité commerciale et qu'elle ne possède pas d'immeuble. En conséquence, la présente cession n'entre pas dans le champ d'application des dispositions visant les cessions de titres des sociétés immobilières dotées de la transparence fiscale ou des sociétés à prépondérance immobilière.

Fait en six originaux dont un pour chacune des parties, un pour l'enregistrement, un pour le dépôt au siège social et deux pour le dépôt en annexe au registre du commerce et des sociétés.

A Versailles, le 25/05/2007

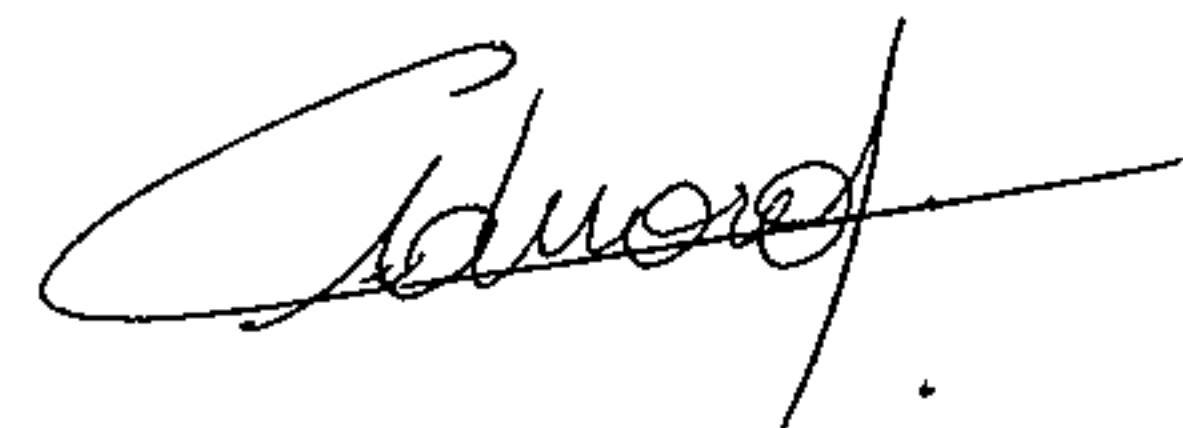
Le cessionnaire, Mme INFORTUNE

Bon pour acquisition
de 100 parts d'AJC
L'AUTHEMATIC



Le cédant, Mme HOUDOU:

Bon pour cession de 100 parts
de A.J.C L'AUTHEMATIC



Cession de parts de la Sarl A J C L'AUTHENTIC

Les soussignés :

- Mme FERNANDEZ Marie José, épouse COLCY , née le 6/10/40 à Cierp Gaud (31) de nationalité française et demeurant 11 résidence de France, 28 rue du Général de Gaulle 94430-Chennevières/Marne, dénommée ci-après « le cédant » **d'une part,**

- Mme LE MOUELLIC Marie-Josephe, veuve de Mr LE GUILLOUX, née le 1/5/27 à Neulliac(56) de nationalité française et demeurant à Coet Nostra 56920 St Gerand , dénommé ci-après « le cessionnaire » **d'autre part,**

Ont, préalablement à la cession de parts, objet des présentes, exposé ce qui suit:

Depuis l'origine de la société. Mme FERNANDEZ est titulaire de 155 parts sociales de valeur nominale de 15,24 € chacune, sur les 500 parts composant actuellement le capital de la société « A J C L'AUTHENTIC », société à responsabilité limitée au capital de 7622,45 Euros, dont le siège social est fixé au 35 rue des Chantiers 78000 Versailles, enregistrée à Versailles le 10/03/95 F°60Beau125/1 et immatriculée au R. C. S. de Versailles, sous le numéro d'identification B 400 308 540.

Cession de parts

Le cédant cède et transporte, par les présentes, sous les garanties habituelles de fait et de droit, au cessionnaire, qui accepte, la totalité des 155 parts dont il est titulaire dans la société.

Propriété – jouissance

Le cessionnaire sera propriétaire des parts cédées ci-dessus à compter de ce jour et sera subrogé dans tous les droits et obligations attachés auxdites parts, soit en vertu des statuts de la société, soit en vertu de la loi. Il aura seul droit à toute répartition de bénéfices ou de réserves qui pourrait être effectuée postérieurement à ce jour.

Nantissement

Les parts cédées sont libres de tout nantissement, saisie ou mesure quelconque susceptible de faire obstacle à la cession, réduire ou anéantir les droits du cessionnaire.

Enregistré à : SIE DE SAINT MAUR DES FOSSES

Le 13/06/2007 Bordereau n°2007/426 Case n°9

Ext 4363

Enregistrement : 25 €

Pénalités :

Total liquidé : vingt-cinq euros

Montant reçu : vingt-cinq euros

L'Agent

Anne BESSON-XAVIER
Agent des impôts

Prix

La présente cession est consentie et acceptée moyennant le prix de 40 € par part, soit au total 6.200 € pour les 155 parts cédées. Ce prix est payé à l'instant même au cédant qui le reconnaît et lui en consent bonne et valable quittance.

Agrément – dispense

Il est précisé ici que la présente cession a été autorisée conformément aux dispositions statutaires (article 13) et légales, par décision collective des associés représentant les trois quarts des parts sociales, suivant procès verbal du 25/05/2007.

Dépôt de l'acte - Frais

Un original des présentes sera déposé au siège social de ladite société contre remise par le gérant d'une attestation de ce dépôt au cédant, qui procédera aux formalités. Les frais et droits des présentes, et ceux qui en seront la conséquence, seront supportés par le cessionnaire, qui s'y oblige expressément.

Tous pouvoirs sont conférés au porteur d'un original des présentes en vue de cette formalité, ainsi que pour le dépôt en annexe au registre du commerce et des sociétés.

Déclaration pour les services fiscaux

I. Le cédant déclare que les parts cédées ont été reçues en rémunération d'un apport en numéraire constaté dans les statuts en date du 2/03/95.

II. Cédant et cessionnaire déclarent que la présente cession ne remettra pas en cause le régime fiscal de la société, celle-ci restant pluripersonnelle et les parts, objet de la cession, ne sont pas représentatives d'apports en nature effectués depuis moins de trois ans.

III. Pour la perception du droit d'enregistrement et des impôts, les parties déclarent que la société a une activité commerciale et qu'elle ne possède pas d'immeuble. En conséquence, la présente cession n'entre pas dans le champ d'application des dispositions visant les cessions de titres des sociétés immobilières dotées de la transparence fiscale ou des sociétés à prépondérance immobilière.

Fait en six originaux dont un pour chacune des parties, un pour l'enregistrement, un pour le dépôt au siège social et deux pour le dépôt en annexe au registre du commerce et des sociétés.

A Versailles, le 25/05/2007

Le cessionnaire, Mme LE MOUELLIC :

Bon pour acquisition
de 155 parts de
A.J.C. L'authentique
L^e Mouellie

Le cédant, Mme FERNANDEZ:

Bon pour cession de
155 parts de A.J.C.
L'Authentique.
Fernandez